

Brochure n° 3135

Convention collective nationale

IDCC : 489. – INDUSTRIES DE CARTONNAGE

**AVENANT N° 140 DU 14 MARS 2011
PORTANT CRÉATION DE LA COMMISSION PARITAIRE DE VALIDATION
DES ACCORDS COLLECTIFS**

NOR : ASET1150834M

IDCC : 489

La conclusion du présent accord s'inscrit dans le prolongement de la loi du 4 mai 2004 relative au dialogue social et de la loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale.

Par le présent accord, les parties signataires souhaitent donner davantage de place à la négociation collective et au dialogue social tant au niveau de la branche qu'à celui des PME/TPE qui la composent.

Les organisations signataires considèrent que les syndicats représentatifs sont les interlocuteurs naturels des employeurs ou de leurs représentants pour la négociation d'accords collectifs au niveau de l'entreprise ou de la branche.

Il est rappelé que, conformément à l'article L. 2143-6 du code du travail, dans les établissements qui emploient moins de 50 salariés, les syndicats représentatifs peuvent désigner, pour la durée de son mandat, un délégué du personnel comme délégué syndical.

Ce mandat n'ouvre pas droit à un crédit d'heures supplémentaires. Le temps dont dispose le délégué du personnel pour l'exercice de son mandat peut à ce titre être utilisé dans les mêmes conditions pour l'exercice de ses fonctions de délégué syndical.

Toutefois, en application de la loi, les entreprises de moins de 200 salariés dépourvues de délégués syndicaux ou de délégués du personnel désignés comme délégués syndicaux (dans les entreprises de moins de 50 salariés), mais dotées de représentants élus du personnel peuvent être amenées à négocier et à conclure des accords avec ces derniers. A cet effet, une commission paritaire nationale de validation est créée.

Les parties signataires rappellent que la qualité de membre élu du personnel ne saurait constituer pour les salariés concernés un obstacle aux promotions ou aux évolutions de carrière auxquels ils pourraient prétendre.

Les parties signataires ont également souhaité définir les conditions d'intervention des représentants élus du personnel dans le cadre de la négociation collective d'entreprise.

Article 1^{er}

Objet de la commission

La commission se prononce, dans le délai légal en vigueur à la date de dépôt du dossier recevable, sur la validité des accords conclus au sein des entreprises de moins de 200 salariés entre l'employeur et les représentants élus du personnel.

Pour statuer sur leur validité, la commission vérifie que les accords collectifs d'entreprises n'enfreignent pas les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles en vigueur à la date de la décision de la commission paritaire.

La commission, dans son rôle de validation, peut émettre des réserves mais ne peut en aucun cas modifier le contenu des accords qui lui sont soumis.

Article 2

Saisine

La commission paritaire de validation des accords collectifs est saisie, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par la partie signataire la plus diligente de l'accord soumis à la validation.

Ce courrier doit être adressé au secrétariat de la commission situé 4-6, rue Borromée, 75015 Paris.

Et doit comporter les éléments suivants :

- une fiche signalétique indiquant le nom et l'adresse de l'entreprise, la nature et l'adresse de l'instance représentative signataire de l'accord ainsi que le nom des élus ayant signé l'accord ;
- un exemplaire papier de l'accord signé soumis à validation (un exemplaire électronique doit également être adressé à contact@federation-cartonnage.org) ;
- une attestation de l'employeur certifiant, à la date de signature de l'accord, l'absence de délégué syndical dans l'entreprise ou de délégué du personnel désigné comme délégué syndical dans les entreprises de moins de 50 salariés ;
- un document indiquant, à la date de signature de l'accord, l'effectif de l'entreprise ;
- le double du formulaire Cerfa des dernières élections des représentants du personnel ayant conclu l'accord ;
- une copie de l'information prévue à l'article L. 2232-21 du code du travail adressée par l'employeur aux organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche, sur sa décision d'engager des négociations collectives ;
- une attestation d'avocat ou de conseil juridique certifiant sans réserve de la conformité de l'accord au regard des dispositions légales, réglementaires et/ou conventionnelles.

Les frais d'avocat ou de conseil extérieur à l'entreprise sont à la charge de l'employeur. L'avis de l'avocat ou du conseil extérieur à l'entreprise, dont un exemplaire sera remis à chaque négociateur, est donné à titre d'expertise mais ne liera en aucun cas la commission paritaire de validation.

Si le dossier ne comporte pas l'ensemble des éléments, le secrétariat de la commission paritaire de validation des accords collectifs demandera à la partie ayant saisi la commission de le compléter.

Toute demande ne comportant pas l'ensemble des pièces susvisées, comportant des pièces incomplètes ou erronées à la date de la réunion pourra faire l'objet d'une décision d'irrecevabilité.

Article 3

Fonctionnement du secrétariat de la commission

Le secrétariat de la commission est situé à la Fédération française du cartonnage au 4-6, rue Borromée, 75015 Paris.

Les entreprises devront s'assurer de la validité des coordonnées du secrétariat de la commission avant d'envoyer leur demande de validation. L'utilisation d'une adresse erronée pour adresser la demande de validation emporte la nullité de la demande de l'entreprise et l'obligation de procéder à une nouvelle demande.

Le secrétariat de la commission est destinataire des accords signés par les entreprises de la branche, conformément aux dispositions de l'article L. 2232-22 du code du travail.

Les fonctions de secrétaire sont assurées par un représentant de la Fédération française du cartonage.

Celles-ci sont les suivantes :

Il assure la réception des accords et des pièces justificatives nécessaires à leur examen par la commission et est chargé de les communiquer aux autres membres de la commission.

Dès réception d'un accord, date à laquelle commence à courir le délai légal pour le prononcé de la décision par la commission, le secrétariat accuse réception du dossier par lettre simple, vérifie son contenu qui doit être conforme aux dispositions prévues à l'article 2 de l'accord portant création de la commission paritaire de validation.

En cas de dossier incomplet, le secrétariat demande à la partie signataire qui sollicite la validation de l'accord de lui adresser les pièces manquantes. Dans ce cas, le délai légal pour le prononcé de la décision par la commission commence à courir à réception des pièces manquantes.

Au moins une semaine avant la date de tenue de la commission, il envoie par courrier postal et électronique la convocation des membres de la commission en indiquant la date, l'heure, le lieu, la liste des accords qui seront examinés en séance en y joignant l'ensemble des pièces nécessaires à l'examen des dossiers présentés.

Il est responsable de l'établissement et de la gestion de la feuille de présence qui devra être établie pour chaque commission et devra être dûment émarginée par les membres présents.

Il rédige les relevés de décisions en cours de réunion et les procès-verbaux à l'issue de chaque réunion de la commission.

Article 4

Composition de la commission

Conformément aux dispositions de l'article L. 2232-22 du code du travail, la commission comprend un représentant titulaire et un représentant suppléant de chaque organisation syndicale de la branche représentative au niveau national et un nombre égal de représentants de l'organisation professionnelle d'employeurs.

Sur justification de leur participation effective à une réunion de la commission paritaire de validation des accords collectifs présentée à l'employeur au moins une semaine à l'avance, les représentants salariés bénéficieront d'autorisation d'absence pour y participer.

Chaque membre titulaire de la commission paritaire de validation présent dispose d'une voix.

Lorsqu'un des membres de la commission fait partie de l'établissement dans lequel l'accord collectif soumis à validation a été conclu, ce membre ne peut siéger à la réunion de la commission lors de l'examen de cet accord.

Le paiement du temps passé aux réunions de la commission par les représentants salariés ainsi que les frais de déplacement seront assumés par l'entreprise saisissant la commission selon les modalités prévues par l'article 9 de la convention collective du cartonage.

Article 5

Réunions

Chaque participant doit émarger la liste de présence établie par le secrétariat de la commission.

Le secrétaire de la commission présente de façon synthétique chaque demande de validation.

La commission se réunira 3 fois par an pour examiner les demandes de validation suivant un calendrier prévisionnel défini, chaque année, par les membres de la commission lors de la première réunion annuelle de la commission.

Elle pourra, le cas échéant, être annulée en l'absence d'accord soumis à validation.

La commission ne pourra délibérer valablement que si 3 membres au minimum par collègue sont présents.

A défaut, la réunion sera annulée et une nouvelle réunion devra être organisée dans les plus brefs délais. Les décisions de la commission sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les membres présents au sein de chacun des collèges.

Quand la majorité des deux tiers issue de chacun des collèges n'est pas obtenue, l'accord sera examiné à la réunion suivante et fera l'objet d'une décision de la commission prise à la majorité simple des membres présents.

Les votes ont lieu à main levée.

Afin d'éviter toute difficulté d'interprétation qui pourrait notamment conduire à ne pas valider l'accord soumis à la commission, il est vivement recommandé à l'entreprise ayant saisi la commission de venir présenter l'accord qu'elle a conclu, en compagnie d'un représentant élu du personnel signataire.

Article 6

Décision de la commission

Après examen de chaque accord soumis à validation, la commission paritaire de validation rend :

- soit une décision d'irrecevabilité dans l'hypothèse où l'accord n'entre pas dans son champ de compétence ou que les conditions de sa saisine ne sont pas satisfaites ;
- soit une décision de validation ;
- soit une décision de rejet.

Conformément aux règles posées par l'article L. 2232-22 du code du travail, la commission paritaire contrôle que l'accord collectif n'enfreint pas les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables. Notamment, la commission paritaire vérifie que les représentants du personnel élus titulaires représentent la majorité des suffrages exprimés lors des dernières élections de leur instance représentative (comité d'entreprise, délégation unique du personnel ou, à défaut, délégués du personnel).

Les décisions de la commission paritaire de validation sont consignées dans un procès-verbal. Pour chaque décision rendue, doivent en outre être mentionnés :

- la date ;
- la liste des organisations syndicales représentatives au niveau national et de la branche et les organisations patronales présentes ;
- le nombre de voix en faveur ou en défaveur de la validation et la mention du syndicat d'appartenance ;
- la décision rendue : irrecevabilité, validation, rejet.

En cas d'irrecevabilité ou de rejet le motif de la décision doit être mentionné.

Article 7

Notification de la décision

Dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la tenue de la commission paritaire, la Fédération du cartonnage à qui il est donné délégation, notifie, sous forme d'une copie du procès-verbal envoyée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la décision explicite de validation ou de rejet :

- à la partie signataire qui a saisi la commission, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'accord qui aura été validé par la commission paritaire de validation doit être déposé par l'employeur, accompagné du procès-verbal de validation et de la copie des procès-verbaux des dernières élections professionnelles, à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes compétent ;

- aux autres parties de l'accord, par lettre simple ;
- aux membres de la commission.

La notification s'effectue aux adresses qui ont été communiquées à la commission lors de sa saisine.

Les décisions votées par la commission ne peuvent être remises en cause lors de l'adoption du procès-verbal.

Article 8

Entrée en vigueur et durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et entrera en vigueur à compter du jour de sa signature.

Le présent accord fera l'objet d'un réexamen en cas d'évolution des dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles qui nécessiteraient l'adaptation de l'une ou de plusieurs de ses dispositions.

Article 9

Dépôt et extension

Le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente, conformément aux articles du code du travail, et les parties conviennent de le présenter à l'extension auprès du ministère compétent, à l'expiration du délai légal d'opposition.

Fait à Paris, le 14 mars 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FFC.

Syndicats des salariés :

FCE CFDT ;

FFSCEGA CFTC.

ANNEXE I

COORDONNÉES DES ORGANISATIONS REPRÉSENTATIVES DES SALARIÉS DE LA BRANCHE

FIBOPA CFE-CGC, sise 59-63, rue du Rocher, 75008 Paris.

FCE CFDT, sise 47-49, avenue Simon-Bolivar, 75950 Paris cedex 19.

CFTC, sise 5, avenue de la Porte-de-Clichy, 75017 Paris.

FILPAC CGT, sise 263, rue de Paris, case 426, 93514 Montreuil Cedex.

FG FO, sise 170, avenue Parmentier, 75010 Paris.

Ces coordonnées étant susceptibles d'être modifiées les entreprises devront s'assurer de leur validité avant d'envoyer leur demande de validation. L'utilisation d'une adresse erronée pour notifier la décision d'engager une négociation emporte la nullité de la notification.